



Bureau d'Etudes Maxime Le Bihan - Laurent Le Guennec

---

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**MAIRIE DE BELZ**  
**36 Rue Général de Gaulle**  
**56550 BELZ**

Réhabilitation d'une longère suite à un sinistre  
Place Edouard Gilliouard  
56550 BELZ

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Vendredi 18 avril 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

### Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation.....                     | 3  |
| 1.1 - Objet.....   | 3  |
| 1.2 - Mode de passation .....                                    | 3  |
| 1.3 - Type et forme de contrat.....                              | 3  |
| 1.4 - Décomposition de la consultation.....                      | 3  |
| 1.5 - Lieu d'exécution des travaux.....                          | 4  |
| 2 - Conditions de la consultation .....                          | 4  |
| 2.1 - Délai de validité des offres .....                         | 4  |
| 2.2 - Forme juridique du groupement.....                         | 4  |
| 2.3 - Variantes .....  | 4  |
| 3 - Les intervenants .....                                       | 5  |
| 3.1 - Maîtrise d'œuvre .....                                     | 5  |
| 3.2 - Contrôle technique.....                                    | 5  |
| 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....   | 5  |
| 4 - Conditions relatives au contrat.....                         | 5  |
| 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....                | 5  |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement ..... | 5  |
| 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....               | 5  |
| 5 - Contenu du dossier de consultation.....                      | 5  |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres .....            | 6  |
| 6.1 - Documents à produire .....                                 | 6  |
| 6.2 - Présentation des variantes .....                           | 8  |
| 6.3 - Visites sur site .....                                     | 8  |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....               | 8  |
| 7.1 - Transmission électronique.....                             | 8  |
| 7.2 - Transmission sous support papier .....                     | 9  |
| 8 - Examen des candidatures et des offres .....                  | 9  |
| 8.1 - Sélection des candidatures .....                           | 9  |
| 8.2 - Attribution des marchés .....                              | 10 |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation .....                     | 11 |
| 9 - Renseignements complémentaires.....                          | 12 |
| 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....        | 12 |
| 9.2 - Procédures de recours.....                                 | 12 |

## **1 - Objet et étendue de la consultation**

### **1.1 - Objet**

La présente consultation concerne le marché suivant :

### **COMMUNE DE BELZ Rénovation d'une longère suite à un sinistre incendie**

### **1.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### **1.3 - Type et forme de contrat**

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### **1.4 - Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 13 lots :

- LOT 1 DEMOLITION-DECONTAMINATION
- LOT 2 MEMBRANE
- LOT 3 GROS ŒUVRE
- LOT 4 CHARPENTE
- LOT 5 COUVERTURE ARDOISE – ETANCHEITE
- LOT 6 MENUISERIES EXTERIEURES
- LOT 7 MENUISERIES INTERIEURES
- LOT 8 PLATRERIE
- LOT 9 CARRELAGE-FAIENCE-SOLS SOUPLES
- LOT 10 PEINTURE – RAVALEMENT
- LOT 11 ELECTRICITE-VMC-CHAUFFAGE
- LOT 12 PLOMBERIE-EQUIPEMENTS SANITAIRES
- LOT 13 RT 2012

Chaque lot fera l'objet d'un marché avec un acte d'engagement séparé.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## **1.5 - Lieu d'exécution des travaux**

**Place Edouard Gilliouard  
56550 BELZ**

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

Dans le cadre de cette consultation, les entreprises sont autorisées à déposer leur candidature et leur offre sous forme de groupement. Chaque entreprise constituant le groupement doit, dès le stade de la candidature, produire l'intégralité des documents exigés dans la première enveloppe à l'exception de la lettre de candidature (DC1) remplie par le seul mandataire mais signée par toutes les entreprises. Tout dossier incomplet ou non signé entraînera le rejet de la candidature du groupement constitué.

Dans tous les cas de figure, l'acte d'engagement est un document unique signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. En cas de groupement le mandataire sera obligatoirement solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### **2.3 - Variantes**

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

La variante sera soumise à acceptation de la maîtrise d'ouvrage sous réserve d'une amélioration technique, délais, prix).

La solution présentée en variante ne devra pas entraîner une modification de la qualité des matériaux mis en œuvre.

### 3 - Les intervenants

#### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :  
Maîtrise d'œuvre réalisation : BSI CONSEIL – 8 Lotissement de Keroulin – 56 550 Locoal Mendon (par mail à [contact@bsi-conseil.fr](mailto:contact@bsi-conseil.fr) ou par téléphone au 0297867244).

#### 3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC, agence construction et immobilier Lorient – 4 rue Alice Coléno 56100Lorient, Tél. 02.97.86.15.30 Email : pierre-baptiste.jacquet@socotec.com

#### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :  
SOCOTEC, agence construction et immobilier Lorient – 4 rue Alice Coléno 56100Lorient, Tél. 02.97.86.15.30 Email : pierre-baptiste.jacquet@socotec.com

### 4 - Conditions relatives au contrat

#### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.

#### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

### 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (ATTRI1)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

- Les plans
- Autres : Déclaration sur l'honneur - DC1 - DC2

Le DCE est accessible uniquement sur la plateforme de dématérialisation MEGALIS à l'adresse suivante **<https://marches.megalix.bretagne.bzh>** et sur le site de la mairie de BELZ **<https://www.mairie-belz.fr>**

Lien photo à télécharger :

*Le candidat est invité à s'identifier sur la plateforme au moment du téléchargement du DCE s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au DCE. Il est donc vivement conseillé de s'identifier et de fournir une adresse mail valide et usuelle.*

*Par ailleurs, tous les échanges en cours de procédure se font via la plateforme de dématérialisation. L'adresse mail indiquée par le candidat sera aussi utilisée lors de demandes de complément d'information, lors de la phase de négociation le cas échéant, lors de la notification des rejets ou la notification du marché.*

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **6 - Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **6.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et**

**R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés

Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés  |
|---|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels   |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés  |
|---|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années   |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la Réalisation du contrat  |

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Pièces de l'offre :**

| Libellés   |
|--|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (ATTRI1)   |
| DPGF et plans  |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du |

|  |
|--|
| contrat  |
| Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat |
|  |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

## 6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est préconisée. Elle est libre dans la mesure où le chantier est réalisé sous domaine public. Le candidat devra :

- Avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux,
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations

Le candidat aura ainsi une parfaite connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun candidat ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Mise à disposition du bâtiment pour visite sur site **le jeudi 27 mars de 09H30 à 11H30**

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est **obligatoirement** effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

**<https://marches.megalis.bretagne.bzh>**

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation ; un seul pli en procédure adaptée.



Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

*Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Il ne s'agit en aucun cas de déposer un complément à l'offre initiale mais de déposer une offre complète modifiée.*

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse indiquée en page de garde de ce présent règlement. Il convient d'indiquer les mentions suivantes :

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis ne se fera que par voie dématérialisée. Le papier n'étant plus autorisé depuis le 1er octobre 2018.

## **8 - Examen des candidatures et des offres**

### **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra être régularisée préalablement à l'engagement d'une éventuelle négociation.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante

| Critères  | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Prix des prestations  | 60 %        |
| 2-Valeur technique  | 40 %        |
| 2.1-La liste des moyens humains et matériels affectés au chantier <ul style="list-style-type: none"> <li>Moyens humains et matériels envisagés - 5 points</li> <li>Installation de chantier et procédures - 10 points</li> </ul>  | 15.0 %      |
| 2.2- Des conditions d'exécution des ouvrages <ul style="list-style-type: none"> <li>Compréhension des besoins et des attentes - 1 points</li> <li>Pertinence des solutions techniques - 1 points</li> <li>Analyse des contraintes - 1 points</li> <li>Pertinence des solutions vis-à-vis des contraintes - 1 points</li> <li>Organisation du chantier (préparation, emprise, coordination, relations avec le maître d'œuvre...) - 1 points</li> </ul> | 5.0 %       |
| 2.3-Environnement et développement durable <ul style="list-style-type: none"> <li>Détail de la démarche, points sensibles, gestion des déchets en lien avec le chantier -5 points</li> </ul>  | 5.0 %       |
| 2.4- Sécurité sur le chantier <ul style="list-style-type: none"> <li>Mesures spécifiques de sécurité mises en œuvre pour ce chantier, signalisation, détail de la démarche interne mise en place sur le chantier - 5 points</li> </ul>  | 5.0. %      |
| 2.5- Délais d'exécution <ul style="list-style-type: none"> <li>10 points</li> </ul>   | 10 %        |

**Prix des prestations : 60 % (affectation d'une note sur 60 pts)**

Formule de calcul de la « note Prix »

(Pondération x montant de l'offre la moins disante)/ montant l'offre analysée

Le critère « Prix des prestations » sera analysé au regard du montant total du Détail Quantitatif Estimatif

**Valeur technique : 40 % (affectation d'une note sur 40 pts)**

Le critère « Valeur technique » sera apprécié globalement au regard du mémoire justificatif fourni par le candidat qui devra respecter en tout point le CCTP et comprenant les éléments définie dans le tableau ci-dessus.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

**8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation peut porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers de l'offre des candidats admis à négocier.

Elle s'organise de la manière suivante : échanges via la plateforme MEGALIS ainsi que le cas échéant, réunion(s) de négociations dans les locaux de la collectivité. Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu.

Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle et sera formalisée dans un nouvel acte d'engagement et/ou additif à l'offre technique du candidat. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 4 jours.

**La signature de l'acte d'engagement vaudra acceptation de toutes les autres pièces du marché (CCAP, DPGF, mémoire technique...).**

**La signature électronique n'étant pas obligatoire. Un parallélisme des signatures sera respecté.**

**Tous les échanges se feront obligatoirement par voie dématérialisée pendant la procédure de passation du marché.**

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le DCE après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Rennes**  
3 Contour de la Motte - CS 44416 35044 RENNES  
Tél : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel [greffe.tarerennes@juradm.fr](mailto:greffe.tarerennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal Administratif de Rennes.